



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 18 MAI 1985

N° 302

PRIX ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F

Editorial

**Les patrons veulent
faire payer la crise
par les travailleurs !
Face à cela, il faut
un plan de lutte
des travailleurs**

La situation économique s'aggrave en Martinique et en Guadeloupe. Tous les jours des travailleurs entrent en grève contre les licenciements, contre des fermetures d'entreprises.

Si les patrons font durer les grèves pour briser la détermination des grévistes, ceux-ci n'hésitent pas non plus dans certains cas, à faire savoir qu'ils sont décidés à obtenir satisfaction par tous les moyens. Ces derniers temps on voit réapparaître les « occupations » dans certains cas, « séquestrations » de cadres ou de patrons, barrages sur les routes, etc... dans d'autres.

La détérioration économique que l'on voit grandir est due à la crise économique qui sévit sur l'ensemble de l'économie mondiale. Les riches, les capitalistes, veulent faire marcher l'économie en imposant des sacrifices importants aux travailleurs. Il s'agit notamment de faire tourner les entreprises avec moins de gens, et pour produire autant sinon plus. Il s'agit aussi de fermer les entreprises non rentables, c'est-à-dire celles qui ne leur rapportent plus autant de profits qu'avant. Les capitalistes ne perdent rien dans ces opérations, les biens qu'ils ont accumulés dans la période de prospérité, ils n'y touchent pas. Leurs capitaux, s'ils ne leur rapportent pas assez, ils les mettent à l'abri aux Etats Unis, où les taux d'intérêts élevés leur permettent encore d'agrandir leurs avoirs. Les capitalistes savent où ils vont dans la gestion de leurs biens, ils savent où se trouvent leurs intérêts.

Par contre, les organisations qui sont majoritaires dans la classe ouvrière, syndicats et partis politiques de gauche, eux, ne défendent pas avec la même intransigeance les intérêts d'une classe qu'ils prétendent représenter. Ils acceptent le plan des patrons contre les travailleurs. Et une partie de la gauche, les socialistes, sont les principaux artisans de ce plan sous le nom de « politique de rigueur ». Mais les directions des partis Communistes (du PCM et du PCG), dans les syndicats qu'ils contrôlent, CGTM et CGTG, elles aussi, à leur façon, favorisent la mise en place du plan

Suite page 3

MARTINIQUE

**UN PATRONAT ARROGANT ET SÛR DE LUI.
A nous d'en tirer les leçons nécessaires
pour nous organiser et riposter...**



Les grèves qui se déroulent actuellement mettent en évidence l'attitude patronale faite à la fois de provocation, de fermeté et d'arrogance envers les travailleurs.

Provocation chez les patrons de Fabre S.A., de De Surveilliers ou de Brink's

que l'attitude consistant à vouloir dicter aux travailleurs la composition de leur délégation, en refusant la présence de Pulvar, responsable de la CSTM.

Fermeté, en refusant de négocier après pratiquement un mois de grève, en mobilisant toute la presse aux ordres

et en allant jusqu'à employer des hommes de main pour se protéger.

Arrogance enfin, lorsque les patrons font croire qu'il y a grève par la volonté du seul Pulvar, et menacent déjà par avance de licencier et rejettent par avance la responsabilité de ces licenciements sur les grévistes.

Oui, en un sens le patronat nous donne l'exemple : il est mobilisé, déterminé, sûr de lui. Les Fabre, Marraud de Sigalony, avec leur porte-voix, le sieur Lafosse-Marin, ont le culot de se présenter à nous comme d'innocentes victimes brimées par des syndicalistes irresponsables.

Et pour faire bonne mesure ils ont trouvé un préfet très complaisant, un zélé défenseur des intérêts du capital qui est allé leur fournir des gendarmes quand il s'est agi d'aller débloquer Bernard Fabre retranché avec quelques non-grévistes et des vigiles dans l'entreprise le Vendredi 3 Mai.

Mais en face d'eux, qu'ont fait les soi-disant partis de gauche, les soi-disant défenseurs des pauvres ?

Eh bien, tous ces messieurs sont silencieux. Pas un mot, ni du PCM, ni du PPM, ni de la CGTM, ni de la CDMT pour condamner l'agression commise par les gendarmes au nom de l'administration « de gauche » à l'appel des békés

Suite page 3

GADELOUPE

SAA :
LES EMPLOYES PASSENT A L'ACTION
Ils bloquent le patron dans son bureau

Dans nos précédentes éditions, nous avons eu l'occasion de relater la situation qui était faite aux employés de la S.A.A. : après les avoir exploités pendant trois ans et s'être remplis les poches sur leur dos, les patrons de cette société décidaient de fermer boutique et de jeter à la rue les 36 employés. Bien sûr, ces travailleurs n'étaient pas restés les bras croisés : ils avaient alerté les journaux, les radios, distribué massivement un tract appelant à la « Solidarité agissante de tous les travailleurs de la Z.I. de Jarry ».

Cependant, rien ne s'améliorait !

Bien au contraire ! Comme pour précipiter les choses et en finir au plus vite, la totalité des travailleurs ont reçu dans le courant de la semaine dernière, leur lettre de licenciement pour « motifs économiques » dans laquelle il leur est signifié qu'ils sont licenciés à compter du 11 mai 1985 comme on le verra (voir fac-similé de la lettre de licenciement).

Dès réception de cette lettre, parmi les travailleurs, des commentaires fusaiement de partout ; certains parlaient d'occuper les entrepôts, d'autres, d'obliger les patrons à leur donner illico leurs salaires et toutes les indemnités et les primes auxquelles ils ont droit. D'autres encore s'étonnaient de n'avoir reçu aucune lettre de préavis de licenciement.

Beaucoup d'entre eux en tout cas, s'étonnaient de ce qu'ils n'aient même pas été tenus au courant de la date où leur affaire passait devant le tribunal de commerce !

C'est donc exaspérés par tous ces méfaits des patrons et de ceux qu'ils tiennent objectivement pour les complices de ces derniers que les travailleurs ont tenu le Mardi 14 Mai dans l'entreprise une assemblée générale à l'issue de laquelle ils ont décidé de bloquer Antier, le patron dans son bureau.

Par ce geste de colère, ils entendent d'abord : obliger le patron à payer immédiate-

ment tous les salaires ; deuxièmement, ils entendent aussi le mettre en demeure de faire réintégrer dans leurs entreprises d'origine tous ceux qui, avant d'être à la S.A.A. travaillaient dans les super-marchés de la place. Quant à ceux que la S.A.A. avait elle-même engagés, les travailleurs entendaient aussi qu'ils soient recasés dans les autres supermarchés avec lesquels traitait la S.A.A.

Comme on le voit, les travailleurs se sont donnés des perspectives tout à fait honorables !

Car ils sont conscients qu'ils ont été victimes d'une escroquerie patronale !

(Ils l'avaient d'ailleurs dit dans le tract qu'ils ont distribué dans la ZI de Jarry).

Ils ont d'autant plus raison de se battre ainsi, que nombreux sont les travailleurs « cédés » (le

Suite page 2

QUAND LE PCM GERE LES MIETTES AU CONSEIL REGIONAL

Depuis maintenant plus de deux ans qu'existe le nouveau Conseil Régional, le Parti Communiste Martiniquais s'est lancé dans une politique de participation outrancière à cet organisme dont les effets négatifs commencent à se faire sentir.

Lorsque le gouvernement a décidé l'optionnelle, le PCM a fait mine de découvrir des vertus à la décentralisation. Et le PCM est apparu exactement comme le PPM, comme un défenseur de la politique de Mitterrand, avec la différence que le PPM soutient le gouvernement dans toute sa politique, tandis que le PCM ne se prive pas de le critiquer, mais uniquement dans ses aspects les plus éloignés et non dans ce qui concerne les côtés les plus palpables, les plus concrets de cette même politique.

Ainsi, on peut trouver dans le même numéro de «Justice» des articles reprochant au gouvernement de ne pas aider le peuple Kanak à se décoloniser (Nouméa est loin, comme chacun sait) à côté d'articles vantant les réalisations du Conseil Régional.

En réalité, le PCM est lancé dans une politique de soutien à tous crins du Conseil Régional dans lequel il joue un rôle presque marginal.

En effet, dans les coalitions électorales entre partis de ce type, le seul critère est le nombre d'élus. Et le PCM,

avec les deux seuls Nicolas et Gratiat ne pèse pas grand chose à côté du PPM qui lui a 12 conseillers régionaux. Et de fait, le PPM apparaît comme l'élément moteur de la coalition, tandis que la Fédération Socialiste et encore plus le PCM jouent le rôle de suiveurs...

En réalité, le PCM joue le rôle qu'a joué le PCF dans l'ancien gouvernement PC-PS en France. On sait ce qu'il en a coûté au PCF qui a préféré en fin de compte rompre une solidarité gouvernementale qui le faisait se solidariser avec une politique anti-ouvrière qui lui a coûté la moitié de son électoral.

Le PCM, lui, est en train de payer le prix, mais à son niveau.

Ainsi, les autres raisons mises à part, c'est l'opposition de Marimoutou et Emmanuel au Conseil Régional qui allait provoquer le départ du PCM de ces deux conseillers régionaux et la création du PCIS (Parti Communiste pour l'Indépendance et le Socialisme). Et le PCM a perdu dans l'affaire des élus et une bonne cinquantaine de ses responsables et militants.

Mais ces jours-ci, c'est la CGTM qui en subit les conséquences. (La CGTM est contrôlée par le PCM). En effet, la CGTM joue aussi au Comité Economique et Social le même rôle que le PCM, en faveur du «développement économique». Cela le conduit à être responsable vis-à-vis des patrons, à

se comporter en bon gestionnaire face aux capitalistes accusés de mal gérer les entreprises et de favoriser ainsi le chômage.

Mais la conséquence de tout cela, c'est que l'on trouve moins la CGTM dans les luttes. Et ces derniers temps, un certain nombre de travailleurs qui veulent se battre ont rejoint la CSTM (Centrale Syndicale des travailleurs martiniquais, contrôlée par un petit parti indépendantiste - Le Mouvement Indépendantiste Martiniquais - M.I.M.) Et même si ce mouvement demeure limité, il a de quoi inquiéter la CGTM : ainsi les employés de Fabre S.A., actuellement en grève, avec la CSTM, sont d'anciens membres de la CGTM qui l'ont quittée car il ne trouvaient pas ce syndicat assez combatif !

Aussi, ces jours-ci, le bureau de la CGTM parle abondamment de déstabilisation de la CGTM et attaque les «ennemis de la CGTM».

Mais elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même, à la politique qu'elle mène, qui vient en droite ligne du PCM.

Car ce qui fait le plus grand tort à la CGTM, c'est bien de ne pas être combative, c'est bien d'apparaître comme le soutien d'une politique de rigueur qui va contre les intérêts des travailleurs.

LA SITUATION A L'ENTREPRISE «MATERIAUX AGGLOMERES»

Les ouvriers de l'Entreprise Matériaux Agglomérés, Morne Vergain aux Abymes, à l'appel de leur Section Syndicale CGTG, se sont mis en grève aujourd'hui, LUNDI 29 AVRIL 1985, pour 24 heures, afin de protester contre le licenciement de 8 ouvriers pour raison économique, prévu par la Direction alors que celle-ci achète des machines neuves automatiques et qu'elle demande aux ouvriers de fournir un rendement supplémentaire qui leur sera rémunéré.

La suite du mouvement dépendra de la position de la Direction.

PAP, le 29 avril 1985

La Section Syndicale CGTG de l'Entreprise MATERIAUX AGGLOMERES

SAA :

LES EMPLOYES

PASSENT A L'ACTION

Suite de la page 1

mot n'est pas trop fort) à la S.A.A. par l'ex-UNIMAG, l'ex-SUPERETTE, qui totalisaient, toute ancienneté réunie, entre 6 ans et 30 ans.

Un autre motif de la grande colère des travailleurs est aussi que la S.A.A. tout en fermant ses portes en Guadeloupe, ouvre en Martinique en Hyper-Marché de quatre étages ! dont la direction serait assurée par un certain Fourcade !

En bloquant le patron, les travailleurs de la S.A.A. entendent aussi montrer qu'ils ne sont pas de vieux objets qu'on jette après s'en être servi. Et ils ont bien raison !

Le mercredi 15 mai, ils ont lancé un appel (que nous publions), à l'ensemble des travailleurs des autres entreprises en lutte, telles Antilles Automobiles, AGF Wachter, Meuble Utile, SLI - CGM.

Le moral des travailleurs de la S.A.A. est monté d'un cran quand ils se sont rendu compte que toute la presse en parle seulement maintenant, alors qu'ils étaient en situation de Lock Out total depuis le mois de mars et que les négociations successives n'avaient servi à rien.

Ils doivent donc rester vigilants pour déjouer tous les pièges possibles.

DERNIERE HEURE : Ils se sont constitués en Comité de Défense et d'Action des travailleurs de la S.A.A.

LA CONFERENCE SYNDICALE POUR L'UNITE ET LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS DE LA CARAIBE

La CGTG organisait les 10 et 11 mai la «Quatrième Conférence Syndicale pour l'Unité et la Solidarité des Travailleurs de la Caraïbe».

Cette conférence, à laquelle étaient invités des syndicats de toute la zone Caraïbe, qu'ils soient membres de la CLAT (Centrale Latino-Américaine des Travailleurs, de tendance chrétienne) ou de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale, à laquelle appartient la CGTG) reçut une vingtaine de participants sur les 35 prévus. Beaucoup en effet eurent des problèmes de visas ou de transport : ainsi la déléguée du Nicaragua se trouva-t-elle bloquée à Cuba, attendant que la préfecture donne le feu vert, et dut renoncer.

Comme le dit si bien un délégué de la CGT de la République Dominicaine, alors que nous sommes voisins «on dirait que nous venons d'une autre galaxie». Ceci étant illustré par les différents créoles de langue : espagnol, français, anglais créole ou papimentu (Curaçao) utilisé tour à tour par les délégués venus d'Antigua, Montserrat, Saint Domingue, Dominique, Sainte Lucie, Grenade, Barbade, Martinique, Guyane, Cuba, Vénézuéla, Curaçao ou Guadeloupe.

Chaque délégué brossa un tableau de la situation dans son pays, ce qui ne manquait pas d'intérêt et permit de voir que bien souvent nous ignorons tout de ce qui se passe à quelques centaines de kilomètres de chez nous. Peut-être certains tableaux furent-ils un peu déformés, à l'image du rapport de JACARIA, de la CGTM, pour qui «les syndicats ultranationalistes (...) et les éléments infiltrés dans la CGTM... sont les alliés directs du patronat martiniquais» (SIC). Sans doute ce vénéraliste syndicaliste se croyait-il revenu au «bon temps» des années 40 et du stalinisme.

La conférence insista beaucoup sur l'action néfaste de l'impérialisme américain dans la région, insuffisamment sur les autres qui sont tout de même présents, tels que l'impérialisme français, hollandais ou anglais. Le problème essentiel abordé fut celui de la dette extérieure des pays d'Amérique Latine et de la Caraïbe, qui s'élève à 360 milliards de dollars, et dont les seuls intérêts s'élèvent à 40 milliards de dollars par an. Cette dette est impossible à payer, tel fut l'objet de la déclaration finale, où l'on appela à la tenue à la Ha-

vane avant la fin de l'année d'une conférence syndicale de tous les pays de la région sur le problème de la dette.

Ce genre de conférence, qui ne dure que deux jours, est forcément limité et ne permet ni de connaître vraiment les problèmes de tous, ni de coordonner réellement et efficacement les luttes.

La portée de la Conférence fut aussi limitée, il faut le souligner, par le fait qu'il n'y a pas eu de véritables débats démocratiques. C'est ainsi que l'on proposa une motion toute préparée, qui bien que lue le vendredi soir ne fut pas distribuée aux participants, qui se trouvèrent devant le fait accompli le samedi après-midi, dans la séance de clôture. Plusieurs délégations (Curaçao, Barbade, Grenade, Sain-

te-Lucie) n'acceptèrent pas le procédé, et ainsi on dut à la va-vite discuter point par point du projet proposé par Cuba, qui subit quelques amendements. On n'eut pas le temps de discuter d'éventuelles autres propositions, ainsi une motion proposée à la délégation de Guadeloupe par un de nos camarades ne fut pas mise en discussion.

Il n'en reste pas moins que de telles initiatives sont positives, et devraient être plus fréquentes et plus approfondies. Les travailleurs de la Caraïbe sont partie intégrante d'un même ensemble, d'un même peuple noir opprimé, malgré les divisions. La classe ouvrière est la seule classe capable d'œuvrer réellement pour unifier ce peuple, car elle est la seule à y avoir vraiment intérêt.

UNE PETITE «AFFAIRE» AU CES DU RAIZET

Le principal du collège du Raizet, Richard Néraulius, se trouve en butte à la colère de plusieurs enseignants et parents d'élèves. L'intersyndicale du collège, ainsi que l'association de parents d'élèves (FCPE) demandent son départ. Les enseignants du collège ont déjà fait une journée de grève, et l'intersyndicale a déposé un préavis de grève pour tous les collèges de Guadeloupe pour le lundi 20 mai, au cas où le principal serait toujours à son poste à cette date.

Dans un tract, l'intersyndicale reproche à Richard Néraulius les faits suivants : d'avoir giflé un élève en février, «violemment et injustement, à plusieurs reprises» et d'avoir constitué un dossier contre l'élève pour justifier son acte.

A la suite de cette affaire, le président de l'association des parents d'élèves est venu demander des comptes au principal. Peu après, ce dernier aurait signifié à sa femme, qui est enseignante au collège, que leur enfant, élève à Raizet, ne serait pas repris à la rentrée prochaine.

Le principal a aussi eu une altercation avec la directrice. Ses qui se trouve dans le même établissement. Il l'aurait insultée,

bousculée, et aurait «écrasé» sa pain dans une porte.

Néraulius, depuis sa prise de fonctions, s'est donc fait remarquer pour la violence réelle et supposée de ses paroles et de ses actes. En tout cas, il semble avoir fait une quasi-unanimité contre lui dans le collège.

Mais ces problèmes auraient pu être résolus dans le cadre même de l'établissement sans avoir à faire appel à des «instances supérieures» ou à la grève générale de tous les collèges !

Apparemment, il y a aussi dans cette affaire quelques règlements de comptes qui échappent au public, notamment au niveau de syndicats d'obédiences différentes !

Il y a aussi que bon nombre de «chefs d'établissements» se prennent effectivement pour des «chefs» et se comportent même comme de véritables petits dictateurs.

La malchance de Néraulius c'est qu'il a fait comme les autres dans un établissement où les gens se sont rebiffés et où les syndicats majoritaires sont contre lui, qui appartient au SIPAG. Lequel syndicat est lié à l'UPLG dans le «camp patriotique» !

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

Guadeloupe

LORET, WACHTER : DEUX POSSEDANTS BEKES HARGNEUX ET INTRAITABLES

Deux conflits qui durent depuis deux mois et plus. Les travailleurs en grève ont à faire à des patrons de plus en plus méprisants et qui veulent faire plier leur résistance. Des patrons qui emploient des méthodes de plus en plus hargneuses pour empêcher les mouvements ouvriers d'aboutir.

Aux Ets Wachter AGF, les employés sont en grève contre le licenciement de deux de leurs camarades que Michel Wachter, le patron, veut jeter à la rue à cause d'un échange de chèques qu'ils auraient fait contre de l'espèce, alors que le chèque serait retourné impayé. L'inspection du travail elle-même en retient pas ce fait comme une faute grave. Et il aurait été possible de régler cette affaire avec les employés concernés.

Mais Michel Wachter se cabre. Il veut ces licenciements à tout prix. Et voilà plus de deux mois que de rencontre syndicale en rencontre à l'inspection du travail, il maintient sous une forme ou une autre sa position.

Les employés, plus d'une dizaine, n'ont pas accepté ces licenciements. Seuls les cadres travaillent.

Les travailleurs ne veulent pas céder et ont manifesté leur détermination en marquant sur les murs de Pointe-à-Pitre ce qu'ils pensaient de leur patron : «Wachter, esclavagis, colon, kaldoche».

Esso Miquel, autre conflit qui dure depuis plus de deux mois, autre possédant béké, gros, s'il en est, puisqu'il s'agit de Loret, l'un des hommes ayant le plus de biens sur la place : automobile, hôtellerie - Essence etc....

Ce monsieur refuse de discuter avec quelques employés de sa station-service qui réclament des améliorations de leurs conditions de travail.

Dernièrement, pour décoiffer les grévistes, il aurait même enlevé les stocks de produits se trouvant dans la station, déclarant qu'il la fermerait.

Les travailleurs, là non plus, ne se laissent pas impressionner et continuent leur mouvement.

Guadeloupe

GREVE POUR LE MAINTIEN DES 37 HEURES A LA SLI

A la SLI, sur le boulevard Légitimus les travailleurs se sont mis en grève depuis une semaine.

Ils refusent de laisser la direction revenir sur le temps de travail qu'ils faisaient. Ces travailleurs faisaient 37H et

la direction prétend les ramener à 39 H.

Bien qu'ils soient syndiqués à l'UGTG, et que la direction de ce syndicat considère souvent ceux qui se battent pour le «maintien des droits acquis» comme des «assistés», méprisables et autres profiteurs des avantages «coloniaux», ceux de la SLI sont bien décidés à se faire respecter.

UN PATRONAT ARROGANT ET SUR DE LUI

Suite de la page 1

Pas un mot pour soutenir les grévistes.

Entre l'administration coloniale, les békés et les partis de gauche, il y a actuellement une alliance de fait, l'alliance de l'argent, du pouvoir et de l'hypocrisie, dans le but de faire se courber des travailleurs qui refusent de se soumettre.

Les partis de gauche, les directions syndicales montrent par là que leurs préoccupations vont à l'encontre de nos intérêts. Ils ont vendu leur droit de critiquer le gouvernement pour quelques places au Conseil Régional et au Conseil Général, pour le plaisir de distribuer aux patrons quelques dizaines de millions de francs donnés par l'état capitaliste.

Oui, face à l'arrogance des capitalistes, nous travailleurs ne pouvons compter que sur nous-mêmes, notre propre détermination, notre propre mobilisation.

Cette détermination, elle existe déjà dans de nombreux secteurs : les nombreuses entreprises qui ont fait grève encore récemment pour exiger des hausses de salaires ou pour refuser des licenciements sont là pour le prouver, en Martinique comme en Guadeloupe. Malheureusement, jusqu'à maintenant, ces luttes sont encore éparpillées, isolées les unes des autres.

Mais le jour où bon nombre d'entre nous se rendront compte qu'ayant les mêmes problèmes, nous pouvons les poser ensemble afin d'obtenir en même temps satisfaction, ce jour-là, ces patrons arrogants et méprisants se rendront compte qu'il n'y a pas qu'eux qui soient capables de fermeté.

Et nous verrons à ce moment-là comment ils se comporteront, quand ils auront affaire non plus à quelques dizaines, mais à des centaines et des milliers d'entre nous.

Martinique

QUAND FABIEN JOUE LES «LECHEURS DE BOTTES»

Il y a deux semaines, Fabien, secrétaire de Force Ouvrière Martinique et président du Conseil d'Administration de la Sécurité Sociale, faisait diffuser syndiqués un tract insultant et provocateur mettant en cause «Justice» et le bulletin «ECHO de la Caisse» diffusé à la Sécurité Sociale.

Qu'est-ce qui motivait ainsi la colère de Fabien ? Une grève ? Une protestation des travailleurs ? Une revendication non satisfaite ? Non, monsieur Fabien intervenait en prenant fait et cause pour monsieur Derlin, dont les propos douteux, pour ne pas dire plus, ont soulevé la colère chez bon nombre de personnes en Martinique.

Monsieur Derlin est président du CNAM, ou Caisse Nationale d'Assurances-Maladie, l'un des organismes de la Sécurité Sociale en France. Et c'est à ce titre qu'il effectuait un voyage en mission à la Martinique. Pour faire bon poids, il faut aussi savoir que Monsieur Derlin est secrétaire confédéral de F.O. C'est donc le chef de Fabien aussi bien sur le plan syndical que sur le plan de la Sécurité Sociale.

Monsieur Derlin s'est trouvé confronté à un problème soulevé de longue date par les médecins martiniquais, celui de l'«antillanisation du corps médical». En effet, le syndicat des médecins martiniquais faisait remarquer tout bonnement que sur 19 médecins de la S.S. de la région, 12 sont français et 7 martiniquais.

Et de réclamer que ces postes soient attribués de préférence à des Martiniquais.

Monsieur Derlin s'est fâché de cette remarque et a déclaré, selon le journal France-Antille «qu'il ne voit pas pour-

des patrons contre les travailleurs.

Elles le favorisent en refusant de lui opposer un plan de lutte des travailleurs, et en continuant à gérer tranquillement quelques commissions dérisoires au sein des Conseils généraux et régionaux, alors que l'essentiel ne se passe pas là, mais bien dans les entreprises. Les grandes organisations ouvrières laissent la combativité des travailleurs s'épuiser dans des conflits isolés, entreprise par entreprise, au lieu d'opposer au front du patronat, le front de lutte de l'ensemble des travailleurs.

Bien sûr, ces syndicats n'ont pas les moyens d'empêcher les grèves d'éclater par-ci et par-là. Mais les syndicats ne peuvent que dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent rien faire si les patrons ne veulent pas discuter ou ne veulent pas négocier. Or, il y a une seule voie pour imposer aux patrons le respect des revendications des travailleurs, c'est de leur faire comprendre qu'ils risquent de perdre beaucoup plus que le prix de ces revendications s'ils persistent dans leur attitude.

Mais pour tenir ce langage face aux patrons, il faudrait que les travailleurs constituent une force d'ensemble que ni le patronat ni le gouvernement ne pourraient réduire à merci. Cela suppose donc une véritable mobilisation, un véritable plan de lutte, que justement les syndicats et les partis politiques refusent de mettre sur pieds. Certains syndicats et organisations influencés par les nationalistes, eux, ne

quoi des métropolitains n'exerceraient pas ici...»

Le syndicat des médecins, nullement composé de dangereux «révolutionnaires» faisait remarquer que «Ces propos sont inacceptables et scandaleux. En France des racistes nous tirent dessus et c'est nous que l'on traite de racistes. C'est la tactique bien connue du voleur qui crie «au vol!» et de l'incendiaire qui crie «au feu!».

Ce sont ces propos qui ont été reproduits dans le bulletin l'ECHO de la Caisse et qui mettent monsieur Fabien dans une rage folle.

Retenons que monsieur Derlin retourné en France depuis un mois n'a daigné répondre ni au syndicat des médecins, ni à quiconque d'autre. Non, ce rôle revient au «nègre à Blanc» Fabien, qui dans son rôle de lécheur de bottes accomplit des prouesses. Tant il est vrai qu'il s'est toujours trouvé des esclaves pour soutenir l'esclavage. Et Fabien n'est pas le dernier en place.

Remarquons de plus que si Derlin, ne s'était pas gêné pour insulter les médecins et le public martiniquais, Fabien lui se garde d'en faire autant. Car Fabien est bien placé pour savoir qu'ici, la majorité de la population, et pas seulement les médecins, trouvent tout à fait normal et justifié (avec raison) que lorsque il y a des postes de responsabilité ici ce soient des Antillais qui les occupent ! C'est une simple question de dignité. Fabien le peu courageux essaie de se choisir une cible qu'il croit à sa taille, et délaissant les médecins monte au créneau contre Combat Ouvrier. C'est plus facile croit-il !

Le porte-plume de Derlin voulant défendre son maître écrit ceci :

«Enfin, s'agissant d'un tract à deux faces circulant à la Caisse Générale de Sé-

Suite de l'éditorial

proposent pas cela non plus. Ils tentent de tirer avantage de la faillite des organisations de gauche et des syndicats liés aux Partis Communistes pour accroître leur influence parmi les travailleurs, en proposant comme solution définitive l'indépendance.

En fin de compte, les uns et les autres laissent au patronat les mains libres pour faire payer la crise aux travailleurs.

Que peuvent faire les travailleurs face à cette situation ? Compter sur leurs propres forces, en prenant eux mêmes la direction de leurs luttes, en menaçant sérieusement les biens des patrons, comme l'ont fait ceux qui récemment ont occupé une ou deux entreprises.

Mais ils peuvent aussi tisser des liens d'une entreprise à une autre, discuter ensemble de l'attitude à avoir face au patronat. Si à travers tous les conflits et luttes qui se déroulent, les travailleurs commencent à mettre sur pied un véritable plan de lutte visant à faire payer la crise par le patronat et non par les travailleurs, un grand pas sera accompli pour faire reculer le patronat. Mais il est urgent que les travailleurs les militants des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière, comprennent qu'il faut aller dans cette direction. Nos pays sont de petits pays avec des classes ouvrières réduites, si nous donnons aux patrons le temps de démoréaliser un grand nombre de travailleurs, la mobilisation de l'ensemble des salariés deviendra ensuite beaucoup plus difficile.

curité Sociale (Combat Ouvrier - l'ECHO de la Caisse), je ne relèverai ni sa bassesse, ni son abjection qui se mesurent à la taille de leur auteur bien connu de tous, et de la justice» avec un j minuscule.

Le lecteur remarquera que Fabien, fidèle à son image de marque de personnage hypocrite, fourbe et faux se garde bien de dire l'objet du litige qui oppose Derlin aux médecins martiniquais et à Combat Ouvrier à Justice. Mais le personnage n'en est pas à une bassesse près.

Il parle de leur «auteur connu de tous», mais il a garde de nommer qui que ce soit. C'est en effet plus prudent, car l'homme ajoute «et de la justice». Signalons que dans ce texte livré à France-Antilles la rédaction de ce journal a cru bon avec raison d'enlever ce passage. Car s'il s'agissait de demander raison à Fabien de cela, il serait bien en peine de justifier ce qu'il voulait dire par là...

Troisième bassesse enfin, se servant de son titre de président de la Caisse Générale de Sécurité Sociale à la Martinique, monsieur Fabien a diligenté une enquête de la part de la direction de cet organisme à l'encontre de notre camarade Louis Maugée en qui le sieur Fabien devait voir sans doute le rédacteur de ces articles. L'enquête n'a d'ailleurs rien donné.

De toute façon, les travailleurs ont été jugés de tout cela et le syndicat Force Ouvrière que monsieur Fabien voulait propulser en avant en attaquant et le PCM et Combat Ouvrier, ce syndicat a une fois de plus été battu aux élections de Délégués du Personnel, élections qui se sont tenues une semaine après la publication du texte de ce plume.

JACQUES BRUEL

NICARAGUA

CONTRE LA POLITIQUE AGRESSIVE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

IL FAUT FAIRE APPEL AUX TRAVAILLEURS DES USA



Daniel Ortéga

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, est actuellement en voyage en Europe, après deux semaines passées en URSS et dans les pays du bloc soviétique.

Ce que vient chercher Mr Ortega, c'est une assistance «multiple» contre l'agression, économique et militaire des Etats-Unis.

Le gouvernement des Etats-Unis harcèle le Nicaragua depuis que en 1979, la guérilla sandiniste a renversé le dictateur Somoza, qui était soutenu par les USA.

Le gouvernement américain n'est pas intervenu directement au Nicaragua. Par con-

tre, il soutient en armes et en instructeurs militaires la guérilla antisandiniste, les «Contras», qui ont leurs bases dans les pays voisins du Nicaragua, surtout le Honduras, qui lui est frontalier. Pour tenter de renverser le régime sandiniste, le gouvernement américain a donc jusqu'à présent utilisé la force intermédiaire des «Contras». Il a pris également des mesures d'ordre économique : il a décrété l'embargo sur toutes les exportations à destination de ce pays.

Il y a quelques semaines, Reagan avait réclamé l'ouverture d'un crédit de 126 millions de francs supplémentaires pour l'aide à la guérilla «contra». Mais la Chambre des représentants avait repoussé ce projet. Et dans le projet de budget pour 1986, Reagan demande de pouvoir disposer sans contrôle de 250 millions de francs de crédit pour mener sa politique au Nicaragua.

Si l'existence de ce petit Etat tracasse tellement le gouvernement des USA, c'est que les Sandinistes aujourd'hui au pouvoir ont eu l'audace de s'opposer à la toute puissance américaine, et de mettre en place, tout près des Etats Unis, au beau milieu de ce qu'ils considèrent comme leur «chasse-gardée», un régime qui ne veut pas être inféodé à cette puissance impérialiste.

Alors aujourd'hui, le gouvernement américain et la CIA aident militairement une guérilla qui s'oppose à ce régime et font planer en permanence la menace d'une intervention militaire directe. Mais depuis 6 ans, ils n'ont jamais recouru à cette dernière solution qui probablement rappellerait trop l'expérience du Viet Nam. En effet une intervention directe au Nicaragua ne serait certainement pas une «promenade militaire» comme à Grenade. Et la bourgeoisie américaine estime probablement qu'elle ne peut se permettre aujourd'hui de renouveler une opération comme celle du Viet Nam, il y a plus de 10 ans. Au lieu de cette politique d'intervention, Reagan se contente donc du harcèlement.

Le prétexte mis en avant par l'impérialisme américain pour harceler le Nicaragua c'est qu'il faudrait, dit le gouvernement, rétablir dans ce pays la démocratie !

On pourrait alors se demander pourquoi, s'il s'agit de partir en croisade pour «la démocratie», l'impérialisme américain a choisi de s'attaquer au Nicaragua, et non pas par exemple à l'Afrique du Sud, où les «droits de l'homme» sont en permanence foulés aux pieds, où la minorité blanche raciste au pouvoir exerce en permanence sa violence contre une grande majorité de Noirs. Il y aurait là de quoi faire pour les «Justiciers» du gouvernement Reagan ! Mais ceux-ci ont jeté leur dévolu sur le Nicaragua, un pays où lorsque la guérilla a renversé le régime du dictateur Somoza, la population a approuvé la venue au pouvoir du nouveau régime Sandiniste.

Les travailleurs ne sont pas au pouvoir au Nicaragua. Le Nicaragua, ce n'est pas le socialisme. Mais cela, ça regarde le peuple nicaraguayen. Ce n'est peut-être même pas la «démocratie» bourgeoise ! Mais ce n'est pas à l'impérialisme américain, directement ou indirectement, d'y remédier.

Les travailleurs de la Caraïbe, de l'Amérique Centrale et de toute la région américaine, les révolutionnaires, les démocrates honnêtes, ne peuvent que soutenir le peuple du Nicaragua face à la politique agressive de l'impérialisme américain.

Mais cela ne suffit pas de dénoncer la politique de l'impérialisme américain et de soutenir le peuple nicaraguayen. Il faut aussi s'adresser au peuple des Etats Unis, il faut parler aux travailleurs des Etats Unis. Car nous, peuples d'Amérique Centrale, d'Amérique Latine et de la Caraïbe, nous devons considérer les travailleurs américains, non comme des ennemis mais comme des alliés. La voie la plus efficace pour le soutien des peuples de cette région agressés directement ou indirectement par l'impérialisme américain, c'est de susciter



Rebelles anti-sandinistes aidés par le gouvernement américain.

une prise de conscience au sein du peuple américain, et en particulier dans la classe ouvrière américaine, pour que celle-ci ne se rende par complice des agissements de son propre gouvernement. Et le premier pas dans cette direction, c'est de saisir chaque occasion de dire à ces travailleurs Nord-américains que nous, exploités, nous opprimés du Tiers-monde américain, nous ne les confondons pas dans notre haine de l'agresseur, de l'oppressur, avec l'impérialisme qui les gouverne.

Combattre l'impérialisme américain pour nous qui vivons et luttons dans cette région des Caraïbes et d'Amérique, cela ne peut pas se limiter à faire grandir dans nos peuples l'opposition et la haine contre cet impérialisme.

Cela doit être surtout de contribuer à faire naître et grandir au sein même de l'impérialisme américain une opposition et une haine qui le mineront aussi de l'intérieur. Celles-ci ne peuvent venir que des travailleurs américains, qui ont les mêmes intérêts que leurs frères de l'Amérique pauvre et dominée, à abattre l'impérialisme. C'est pourquoi les pauvres les travailleurs, leurs organisations, les militants de notre région doivent sans relâche lancer des appels en direction d'autres pauvres, d'autres travailleurs qui vivent au coeur même de la citadelle impérialiste.

NOUVELLE-CALEDONIE

APRES LES RATONADES DU 8 MAI

Les images des émeutes de Nouméa que l'on a pu voir à la télévision étaient très parlantes. Les Caldoches pourchassant les Kanaks dans les rues de Nouméa et les forces de répression laissant faire. On a pu voir des Caldoches discuter et rire avec les CRS et les gendarmes alors même que les Kanaks étaient pourchassés à coups de pierres, de matraques de fusils. Le gouvernement à beau condamner dans ses déclarations : «les extrémistes de tous bords», c'est en fait bel et bien les Blancs racistes de la droite, du RCPR ou du Front National qui ont organisé une véritable ratonade.

A l'origine : Une manifestation pacifique de militants d'une des composantes du FLNKS, le Palika, sur la place des cocotiers. C'est alors qu'ils se retiraient que des groupes armés de blancs caldoches surtout, sont intervenus violemment contre eux. Les CRS et les gendarmes se seraient laissés déborder ! Guegens que s'il s'était agi d'une attaque Kanake, ils ne se seraient jamais laissés aussi bien «déborder». Tant il est vrai que ces «forces d'intervention» se montrent particulièrement zélées quand il s'agit de réprimer les Noirs du pays et toujours «inefficaces» quand il s'agit de Blancs racistes. D'ailleurs, comme par hasard, le seul mort de cette journée d'émeute ne fut autre qu'un Kanak. Et le caractère raciste de cette agression fut d'ailleurs exprimé, entre autres dans les cris des «A bas des singes, mort aux singes» que lançaient les groupes de Blancs passés à l'attaque.

Ils assiégèrent le siège du FLNKS où s'étaient réfugiés des manifestants indépendantistes et tentèrent d'empêcher même une ambulance de transporter des blessés kanaks.

En fait, directement ou indirectement, les dirigeants du RCPR sont responsables de ces ratonades car ils entretiennent depuis des mois un climat de haine anti-indépendantiste et anti-Kanak. Et ils s'en cachent à peine. Laroque, maire de Nouméa, de droite, regardant la scène dans la rue déclara «nous avions dit que nous nous opposerions coûte que coûte à la présence du FLNKS à Nouméa». Et des journalistes de libération affirmèrent avoir entendu des partisans de Jacques Lafleur lui dire : «Il faut y aller par groupes de 10 ou 15 et puis rentrer dans les maisons les unes après les au-

tres, ce serait vite réglé». Et Jacques Lafleur de répondre «Il ne faut pas dire ça en public».

Quelques jours après, un membre du service d'ordre du RCPR a été inculpé car il était porteur au cours de la manifestation de grenades offensives.

Dans un lycée de Nouméa ce sont des lycéens caldoches et des groupes de droite qui s'en sont pris à des enseignants français du du SNES et des élèves kanaks. Ils ont voulu empêcher la tenue d'une réunion syndicale d'enseignants du SNES à l'intérieur du lycée. De violentes bagarres eurent encore lieu entre lycéens kanaks et lycéens caldoches soutenus par des anti-indépendantistes venus de l'extérieur.

D'autre part plusieurs attentats à la bombe viennent d'avoir lieu à Nouméa vraisemblablement commis par des groupes de droite, ultras.

La droite et l'extrême droite, visiblement protégées par les forces de l'ordre et l'armée tentent de créer une situation telle qu'elle retarde le plus possible les échéances vers l'indépendance. Ou au mieux ils tentent d'apparaître comme une force avec laquelle il faudra compter, sans laquelle rien de décisif ne se ferait. Y parviennent-ils, même partiellement ? Ou est-ce déjà la bête blessée qui s'affole, sentant la cause perdue ?

Il est vrai que le gouvernement a choisi de faire d'importantes concessions à cette droite Caldoche.

Sans doute, les lenteurs étudiées de la mise en application du plan Pisani par le gouvernement, sont une façon de tenir compte des intérêts des Caldoches, en particulier des riches, qui s'opposent à l'indépendance. Mais le gouvernement sait bien qu'à un moment ou à un autre, le territoire deviendra indépendant. Le problème pour le gouvernement, c'est de tenter de renvoyer la résolution de l'affaire calédonienne le plus loin possible. En partie pour des raisons de politique interne, les socialistes ne veulent pas prendre la responsabilité de donner l'indépendance avant les échéances électorales. Et puis, qui sait, si la droite revient à la direction des affaires en 86, c'est elle qui aura à prendre la responsabilité du problème calédonien.

Mais la lenteur s'explique aussi par la né-

cessité pour l'Etat français de laisser de toute façon le futur Etat Calédonien aux mains de notables responsables, et de préserver si possible les intérêts de quelques gros richards caldoches.

Apparemment, les anti-indépendantistes, les partis de droite et d'extrême-droite, ont décidé de troubler ce jeu. Le RPCR de Lafleur, Dick Ukeiwe et Cie veut montrer qu'il est maître de la région de Nouméa (la capitale du pays), ils veulent interdire Nouméa au FLNKS et à tout indépendantiste. Ils ont lâché leurs troupes contre les mélanésiens, leur objectif était peut être assez limité au départ, mais les sentiments racistes qui dominent chez une bonne partie des Caldoches de Nouméa, débordent largement les calculs des politiciens. Aujourd'hui, le RPCR reprend à son compte ce qui est fait dans la rue contre les Kanaks, et il annonce même qu'il continuera, car il pense, étant en majorité à Nouméa, que les Blancs pourront contrôler la situation.

Mais en réalité, en agissant de cette manière, aussi bien les blancs privilégiés que les petits blancs, accélèrent le processus qui leur fera quitter la Nouvelle Calédonie. Les exactions contre les Kanaks ont eu une conséquence immédiate, c'est de faire apparaître dans les lycées, une opposition entre élèves kanaks et élèves européens. Les ultras, poussés en avant par le RPCR, feront grandir l'indignation de tous les non-Européens, qui de plus en plus, se sentiront menacés par les agissements racistes, et pour peu que le FLNKS ait la capacité d'en appeler aux autres ethnies présentes sur le territoire, les Blancs n'auront plus de paix en Nouvelle-Calédonie.

Or, ce qui fait l'intérêt de la vie en Nouvelle Calédonie, pour un bon nombre de Blancs qui n'y sont pas depuis très longtemps, c'est de pouvoir vivre de leurs petits ou grands privilèges, tranquillement, sans susciter trop de vagues dans le pays. Dès lors que cette situation change tant soit peu, un bon nombre d'Européens vont quitter le pays, et inéluctablement, le pouvoir tombera aux mains des Kanaks.

Il reste que le peuple kanak se sera débarrassé d'une main-mise colonialiste, mais certainement pas de l'exploitation et des privilèges. Car à l'Etat des Blancs racistes, va probablement succéder l'Etat des notables Kanaks.

CORRESPONDANTS ! ATTENTION

Désormais pour toute correspondance sur Pointe-à-Pitre, libellez ainsi les p/ls que vous nous destinez :

COMBAT OUVRIER
S/C/ Gérard BEAUJOUR
B.P 214
97156 Pointe-à-Pitre Cedex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR

97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A R.L.
Commission paritaire
51728